

# 13 CHANGER LA DÉMOCRATIE ?

## ATTITUDES DES CITOYENS ENVERS LA DÉMOCRATIE ACTUELLE ET SES ALTERNATIVES

*Vincent Jacquet, Benjamin Biard, Didier Caluwaerts & Min Reuchamps*

Comme à chaque échéance électorale, le scrutin de mai 2014 a fait l'objet d'une attention majeure de la part des observateurs politiques, d'autant plus qu'il était simultanément européen, fédéral et régional. On pourrait croire que cet acte électoral constituait le cœur de la démocratie. De nombreuses études de science politique ont toutefois démontré que les citoyens sont de plus en plus critiques lors des scrutins électoraux, et qu'ils ont de moins en moins confiance dans les élues et les élus qui en tirent leur légitimité. Plusieurs initiatives ont également été mis à l'agenda politique. Il s'agissait de façons alternatives de faire de la politique telles les *indignés*, le sommet citoyen du G1000 en 2011, les mouvements « Hart Boven Hard » et « Tout Autre Chose ». Cela faisait suite à la formation des coalitions gouvernementales ou encore à l'essai de David Van Reybrouck (2014), *Contre les élections*. Ces mouvements ont en commun de mettre l'accent sur l'idée que la légitimité démocratique ne se résume pas à un bulletin glissé dans l'urne à échéances régulières, et qu'une participation plus active des citoyens serait salutaire, voire nécessaire, afin de résoudre ce que d'aucuns appellent le « malaise démocratique » (Geissel, Newton, 2012).

Mais ceci pose une question majeure : quel type de modèle démocratique les citoyens souhaitent-ils ? Désirent-ils jouer un rôle plus actif dans le processus de décisions publiques ? La méfiance croissante dans les élus doit-elle être vue comme une demande de transformation des structures politiques traditionnelles ? L'objectif de ce chapitre est de fournir des éléments de réponse à ces questions à partir des données recueillies lors de l'enquête

électorale qui est l'objet de cet ouvrage. Depuis une dizaine d'années, la science politique s'est attelée à compléter l'étude des préférences en matière de politiques publiques et partisanes, par l'étude des préférences en matière de modèles démocratiques. Le cas, encore largement inexploré, de la Belgique, marqué par une culture représentative et néo-corporatiste sous tension, offre la possibilité de comprendre le(s) souhait(s) des citoyens quant au processus de prise de décisions publiques.

Dans un premier temps nous analyserons le soutien attribué à cinq modèles de démocratie : technocratique, directe, délibérative, représentative et business. Ensuite, nous démontrerons que le soutien à ces différents modèles n'est pas exclusif et qu'il convient dès lors de prendre en compte la multidimensionnalité de cette thématique. Par une analyse factorielle, nous mettrons en avant deux grandes logiques, l'une participative et l'autre délégative, qui structurent les préférences démocratiques, sans toutefois être opposées. Nous essaierons enfin d'expliquer le soutien à ces orientations par des analyses statistiques multivariées, contrôlant ainsi l'influence de plusieurs variables.

### **13.1 Les citoyens et la démocratie**

Les démocraties représentatives occidentales sont aujourd'hui mises à l'épreuve. Depuis une trentaine d'années, les analyses de science politique ne cessent de mettre en évidence la méfiance croissante des citoyens envers les institutions classiques de la démocratie représentative (Dalton, 2004, 2005 ; Norris, 1999 ; Rosanvallon, 2006). Les acteurs au cœur du mécanisme représentatif, les élus et les partis politiques emportent en effet de moins en moins la confiance de leurs électeurs. Comme l'indique Pitseys (2014), « en France, en Italie, en Espagne, mais aussi dans les pays scandinaves ou d'Europe de l'Est, les enquêtes d'opinion montrent une baisse tendancielle de confiance dans la représentation politique et les institutions publiques en général ». En outre, un nombre de citoyens en augmentation constante ne s'identifie plus aux partis politiques, et parallèlement les partis rencontrent des difficultés croissantes dès lors qu'il s'agit d'attirer des adhérents (Mair, van Biezen, 2001 ; Wattenberg, 2000). Bref, si l'on en croit ces différents indicateurs, la confiance dans les acteurs et dans les institutions de la démocratie représentative est en constante diminution.

Face à ce constat, une série de penseurs et d'activistes tentent de faire émerger de nouvelles façons de faire de la politique. Celles-ci sont multiples et il serait trompeur de les rassembler derrière une notion unique et précise. Sur un plan théorique et philosophique, un ensemble de travaux propose des solutions afin de repenser l'organisation politique des sociétés modernes. La première orientation est participative (Barber, 1984 ; Pateman, 2012). En revisitant l'idéal républicain, elle tend à souligner l'importance d'une citoyenneté active de tous les membres de la communauté et dans de multiples lieux. D'autres travaux proposent de recentrer la légitimité démocratique autour de la notion de démocratie délibérative (Chambers, 2003 ; Cohen, 1989 ; Elster, 1998). Contrairement à la logique d'agrégation des préférences individuelles par l'élection, ils conçoivent la démocratie sur une base discursive, d'échange d'arguments et de justifications pour mener l'action publique (Manin, 1985). Fondamentalement, les affaires communes devraient être le fruit de décisions suivant des délibérations de tous les membres de la communauté (Cohen, 1989 : 67). Deux éléments sont essentiels ici : d'une part, le caractère délibératif des interactions et des modes de prise de décision et, d'autre part, l'inclusion de tous les acteurs concernés par la décision.

Parallèlement à ces développements académiques, on observe dans la pratique l'émergence de mécanismes destinés à associer les citoyens à la prise de décision publique. C'est le cas des mécanismes de démocratie directe où les citoyens sont invités à voter pour l'une ou l'autre décision. Le développement d'Internet a également permis de mettre en place des mécanismes où les citoyens peuvent jouer un rôle plus important dans la discussion sur des plateformes virtuelles (Janssen, Kies, 2005 ; Smith, John, Sturgis, Nomura, 2009). Aussi, les dernières années ont vu éclore de nombreux dispositifs délibératifs (Fung, 2006a, b). Il en existe de différents types, dont les processus les plus standardisés sont les sondages délibératifs (Fishkin, 2009), les budgets participatifs (Baiocchi, 2005 ; Herzberg, Röcke, Sintomer, 2005), les cellules de planifications (Garbe, 1986), ou les conférences de consensus (Joss, 1998). Dans chacun des cas, il s'agit de faire appel à des citoyens « ordinaires », avec une diversité importante de profils, afin qu'ils se rencontrent, échangent leurs points de vue, rendent un avis concernant un problème public donné, ou amènent un problème public à l'agenda. La finalité de ces dispositifs varie beaucoup d'une expérience à l'autre, allant de la simple information du public à la prise de décision en passant par la communication et la consultation (Arnstein, 1969 ; Rowe, Frewer, 2005).

Les démocraties contemporaines connaissent donc un processus d'hybridation, plus ou moins intense selon les pays et selon les niveaux de pouvoir, où la participation des citoyens est encouragée à côté du processus électoral de désignation des gouvernants. Mais ce processus d'hybridation engendre pas mal de questions. Les évolutions ont généralement été mise en place, de façon *top-down*, par les pouvoirs publics désirant associer les citoyens<sup>32</sup> à la gestion de la cité. Le développement de la participation publique est donc plus le résultat de l'action des gouvernants que la réponse à une demande large de participation des citoyens d'une gouvernance plus participative de la cité. Cet élément nous invite à poser la question suivante : quel type de modèle démocratique les citoyens souhaitent-ils ?

Des recherches en science politique ont apporté de premières réponses à ce questionnement. C'est l'ouvrage d'Hibbing et Theiss-Morse (2002) qui a inauguré la réflexion avec sa thèse provocante :

La dernière chose que veulent les citoyens est être plus impliqués dans le processus de décisions politiques. Ils ne veulent pas prendre de décisions politiques eux-mêmes ; ils ne veulent pas avoir plus d'influence sur les personnes qui prennent les décisions ; et ils ne veulent pas non plus connaître tous les détails du processus de décision. La plupart des gens n'ont aucune idée de ce que doit faire le gouvernement et préfèrent consacrer leur temps à des activités non politiques (Hibbing & Theiss-Morse, 2002 : 1, notre traduction).

En mobilisant à la fois des résultats d'enquêtes sur des échantillons représentatifs de la population américaine et des *focus groups*, les auteurs prétendent que ceux-ci sont en faveur d'une « *stealth democracy* », c'est-à-dire qu'ils souhaitent une démocratie avec des mécanismes minimaux de contrôle qui rendent les élus responsables devant les citoyens, mais ceux-ci ne devant intervenir qu'en dernier recours, quand les gouvernants ont perdu la confiance dont ils bénéficiaient. Pour ces auteurs, la méfiance croissante envers les partis, les élus, les parlements et les gouvernements est interprétée de façon erronée comme une demande de participation directe. Le fait de développer une certaine méfiance envers un type d'acteur, ne signifie pas que l'on souhaite reprendre son travail. Plutôt que la situation actuelle, où les citoyens perçoivent des élus comme agissant pour leur propre compte ou sous l'influence de lobbys privés, le système idéal serait par conséquent de donner le pouvoir à des personnes plus empathiques,

moins paresseuses, plus proches de la population et agissant dans l'intérêt du plus grand nombre (Hibbing, Theiss-Morse, 2002).

Cette première enquête a encouragé le développement d'autres recherches avec des résultats parfois contradictoires comme celle de Neblo et ses collègues (2010). Au centre de leurs résultats nous retrouvons l'hypothèse qu'il existe une partie bien plus importante de la population désirant délibérer que ne le prétendent Hibbing et Theiss-Morse, mais que cette envie est conditionnelle. La question pertinente n'est pas « qui souhaite délibérer ? », mais « qui souhaite délibérer si ? » Si les citoyens hésitent aujourd'hui à prendre part à des expériences délibératives, ceci est la conséquence d'une méfiance envers les élus et envers les opportunités qui leur sont aujourd'hui proposées.

Certains travaux européens (Bengtsson, Mattila, 2009 ; Donovan, Jeffery, 2006 ; Font, Wojcieszak, Navarro, 2015 ; Webb, 2013) ont ensuite tenté de mesurer les niveaux de soutien pour les différents modèles de démocratie et les liens que ceux-ci entretiennent avec la pratique politique des citoyens. Webb (2013) a ainsi démontré au Royaume-Uni que les soutiens ne sont pas mutuellement exclusifs. Il démontre également que bon nombre de personnes souhaitent le transfert de pouvoir à toute une série d'acteurs différents (experts, élus, chefs d'entreprise). Cela pourrait paraître contradictoire du point de vue de la théorie démocratique (technocratie vs démocratie directe), mais ceci prend tout son sens dans un climat de méfiance généralisée envers les instances démocratiques traditionnelles. Ces études révèlent donc des résultats partiellement contradictoires. Qu'en est-il pour la Belgique ?

## 13.2 Le soutien envers différents modèles de démocratie

Inspirés des travaux précédents, nous avons construit cinq indicateurs correspondants à cinq modèles possibles de démocratie, qui concordent chacun à une question posée aux personnes sondées lors de l'enquête électorale.

1. **Démocratie directe** : le gouvernement devrait demander bien plus souvent l'avis de la population.
2. **Technocratie** : on devrait laisser la prise de décisions importantes aux experts.

3. **Démocratie délibérative** : les hommes et les femmes politiques doivent plus souvent prendre des décisions sur base des discussions entre les citoyens.
4. **Démocratie représentative** : comme ce sont les élus politiques qui portent la responsabilité, ils doivent prendre les décisions eux-mêmes.
5. **Démocratie « business »** : le gouvernement fonctionnerait mieux si les décisions étaient prises par des personnes qui ont réussi dans les affaires.

Pour chacune de ces questions, les répondants de l'enquête étaient invités à se positionner sur une échelle de cinq niveaux allant de la catégorie 1 signifiant « pas du tout d'accord » à la catégorie 5 signifiant « tout à fait d'accord ».

**Tableau 13.1** Avis de la population wallonne et flamande par rapport aux cinq modèles de démocratie (en pourcentage)

	Démocratie directe	Techno- cratie	Démocratie délibérative	Démocratie représentative	Démocratie business
Tout à fait d'accord	42.5	19.1	27.5	12.2	8.6
D'accord	41.9	43.4	49.8	40.5	24.2
Ni d'accord, ni pas d'accord	8.9	22.0	14.5	23.6	36.4
Pas d'accord	6.1	12.4	7.5	19.9	28.2
Tout à fait d'accord	0.8	3.2	0.8	3.7	8.6
Total	100	100	100	100	100

Le soutien envers ces cinq modèles de démocratie est illustré dans le Tableau 13.1. Toutes les données présentées dans ce chapitre sont pondérées pour l'âge, le genre, le niveau d'éducation et la région. Il apparaît tout d'abord qu'il est question d'un soutien fort à la démocratie directe, puisque quelques 84.4% de l'échantillon se prononce en faveur de cette option. Les citoyens souhaiteraient que le gouvernement tienne plus régulièrement compte de l'avis de la population.

Ensuite, une majorité – certes légèrement moins importante – paraît également en faveur d'une technocratie. Pas moins de 62.5% des personnes interrogées estiment que des experts indépendants non élus seraient mieux à même de prendre les décisions appropriées. L'option délibérative, quant

à elle, semble également intéresser une large part des citoyens flamands et wallons. 77.3% d'entre eux souhaiteraient que les hommes politiques prennent plus souvent leurs décisions en sur base des discussions entre citoyens. Ce type de démocratie entend par exemple créer des panels ou des espaces de citoyens leur offrant des possibilités de discussions. Toutefois, la décision finale demeure entre les mains des autorités politiques.

Une petite majorité (52.7%) semble en faveur de la démocratie représentative, c'est-à-dire du soutien à l'idée que, comme ce sont les élus politiques qui portent la responsabilité, ils doivent prendre les décisions eux-mêmes. Enfin, il n'existe pas de majorité favorable à un modèle de démocratie business où ce sont les hommes d'affaires qui prennent les décisions. Ce modèle étudié par Hibbing et Theis-Morse (2002), qui repose sur l'idée que la gestion stratégique des managers d'entreprises pourrait inspirer les processus de prise de décisions politiques, fait peu écho chez les Flamands et les Wallons. En effet, seuls 32.8% des citoyens interrogés soutiennent cette proposition.

Ces résultats démontrent que le soutien le plus fort va, d'une part, à la démocratie directe et, d'autre part, à la démocratie délibérative. Ceci pourrait impliquer un souhait de démocratie plus participative. Il semble toutefois important d'insister sur un point : les résultats présentés n'impliquent pas que les citoyens souhaitent prendre part à des panels citoyens ou des budgets participatifs lorsqu'ils sont confrontés à des opportunités concrètes de participation. Ce n'est pas parce qu'une personne souhaite une plus grande consultation des citoyens, qu'elle traduira cette opinion par des actes concrets de participation politique (McHugh, 2006). Il s'agit ici d'analyser l'attitude abstraite face à différentes orientations démocratiques possibles.

### **13.3 Différents modèles de démocratie ?**

À la première lecture des résultats, il semble que les citoyens soutiennent massivement un grand nombre de modèles de démocratie. La question suivante se pose donc : les soutiens envers les différents modèles de démocratie sont-ils mutuellement exclusifs ou inclusifs ? En d'autres termes, les citoyens soutiennent-ils plusieurs modèles en même temps ou peut-on clairement faire la distinction entre certains groupes ? Une première réponse

à cette question est donnée par une analyse des corrélations entre les différents modèles démocratiques (Tableau 13.2). Cette analyse offre la possibilité d'observer si les soutiens aux modèles sont positivement ou négativement reliés entre eux. Si certaines relations peuvent paraître conceptuellement évidentes, comme le fait que plus une personne soutient une démocratie directe, plus elle soutient une forme de démocratie délibérative, d'autres sont plus singulières. Le soutien aux modèles donnant le pouvoir aux hommes d'affaires (modèle business) est, par exemple, positivement corrélé à tous les autres modèles. Aucune corrélation négative n'est également observable entre les différents modèles.

**Tableau 13.2** Corrélations de Spearman entre les cinq modèles démocratiques

	Directe	Technocratique	Délibérative	Représentative	Business
Directe	1	.082***	.531***	-0.016	.141***
Technocratique	.082***	1	.039	.162***	.250***
Délibératif	.531***	.039	1	.028	.075***
Représentatif	-0.016	.162***	0.028	1	.179***
Business	.141***	.250***	.075***	.179***	1

\*\*\*. La corrélation est significative au niveau 0.001 (bilatéral).

Ceci implique qu'il faut adopter une approche plurielle par rapport aux soutiens aux différents modèles de démocratie. En effet, si les manuels de science politique présentent généralement les différents modèles comme des traditions philosophiques plus ou moins distinctes (Held, 2006), il ressort de l'analyse des corrélations que cette segmentation ne se retrouve pas dans les préférences citoyennes. Lors d'une même enquête, des personnes soutiennent différents modèles démocratiques qui peuvent, d'un point de vue conceptuel et théorique, paraître opposés. En conséquence, il n'est pas possible de distinguer, de manière claire, des groupes de citoyens qui soutiendraient seul un type précis de démocratie. En effet, 69.% de l'échantillon soutient au moins trois modèles de démocratie, et 36.9% soutient au moins quatre modèles. Ceci n'est pas un élément nouveau dans la littérature traitant des préférences démocratiques (Coffé, Michels, 2014 ; Donovan, Jeffery, 2006 ; Webb, 2013), mais les études précédentes ont trop souvent étudié ce phénomène en terme d'incohérence et de contradiction. Toutefois, comme l'indiquent d'autres auteurs (Font *et al.*, 2015), à partir du cas espagnol, les préférences démocratiques peuvent être appréhendées

en terme de dimensions qui sont potentiellement indépendantes les unes des autres. Il s'agit alors de développer une approche plurielle par rapport aux soutiens à différents modes de démocratie, en identifiant non pas des catégories exclusives de préférences de modèles démocratiques, mais des tendances et orientations présentes dans la société. Par exemple, une même personne pourra souhaiter que le citoyen ait plus d'influence sur le système politique tout en soulignant l'importance de certaines décisions prises en fonction des conclusions d'experts.

## 13.4 Approche plurielle des modèles démocratiques

### 13.4.1 Deux orientations démocratiques

Afin de réduire le nombre de variables à un ou plusieurs facteurs, nous avons réalisé une analyse en composante principale, avec les cinq échelles présentées dans les sections précédentes, avec une rotation varimax (Husson, Lê, Pagès, 2011). Le pourcentage de variance expliquée cumulée des deux premières composantes est de 58.844. Selon la logique de cette analyse, les deux composantes sont indépendantes l'une de l'autre.

Le Tableau 13.3 permet d'interpréter assez facilement les deux composantes de l'analyse factorielle. La première tendance est liée aux deux modèles démocratiques qui font référence aux citoyens ordinaires, c'est-à-dire la démocratie directe et la démocratie délibérative. Dans la suite de ce texte, nous ferons référence à l'orientation *participative* afin de désigner cette composante. La seconde est corrélée positivement aux trois autres formes de démocratie qui ont en commun de soutenir une approche plus *délégative* de la démocratie. Il s'agit d'une orientation globale vers une démocratie plus élitiste, où la nécessité de donner le pouvoir à un groupe restreint de personnes est accentuée. A partir de cela, il convient dès lors d'expliquer le soutien à ces deux grandes orientations démocratiques, l'une participative et l'autre délégative, qui sont donc distinctement soutenues par la population.

**Tableau 13.3** Deux premières composantes de l'analyse en composantes principales

	Composante	
	Participative	Délégative
Directe	0.868	0.044
Technocratique	0.012	0.703
Délibérative	0.853	-0.003
Représentative	-0.117	0.631
Business	0.197	0.718
Valeur propre	1.599	1.343

*Méthode d'extraction* : Analyse en composantes principales.

*Méthode de rotation* : Varimax avec normalisation Kaiser.

### 13.4.2 Hypothèses

L'orientation vers une démocratie plus participative fait l'objet de résultats contradictoires dans la littérature sur les préférences démocratiques. Les études sur les pratiques de participation ont depuis longtemps démontré que ce sont les citoyens les plus éduqués et favorisés qui prennent le plus souvent part à la politique, particulièrement lorsque le mode de participation exige un investissement important (Verba, Schlozman, Brady, 1995). Selon les travaux plus généraux sur l'évolution des valeurs et des attitudes des citoyens (Dalton, 2005 ; Inglehart, Catterberg, 2002), les catégories sociales les plus favorisées, qui sont le plus critiques envers les autorités politiques traditionnelles et qui développent des valeurs post-matérialistes, sont les plus en attente de participation plus directe. Il s'agit de l'effet conjoint de la mobilisation cognitive et du changement dans les valeurs post-matérialistes, décrit par Inglehart (1997) qui explique le soutien à ce modèle. Ce premier corpus de recherches permet d'émettre l'hypothèse que ce sont les personnes les plus avantagées socialement qui développent un intérêt politique plus important, qui sont plus confiantes dans leur capacité à agir dans le champ politique, et qui sont les plus demandeuses d'une démocratie plus participative.

Selon d'autres recherches, le désir d'une gouvernance plus participative est principalement la conséquence d'un sentiment de lassitude envers le monde politique traditionnel, et d'un sentiment d'inefficacité par rapport aux mécanismes du gouvernement représentatif. Selon Neblo *et al.*

(2010) ce sont les personnes les moins favorisées, qui ne s'identifient pas au monde politique traditionnel, qui ont le plus tendance à demander une participation directe du citoyen. Selon cette logique, le soutien à un modèle plus participatif est le résultat d'une logique d'exclusion sociale. Les catégories les moins favorisées, critiques envers les modes de participation conventionnelle, ont tendance à exiger le recours à un mode de participation plus direct. Comme l'indiquent Coffé et Michels (2014), il existe donc deux hypothèses contradictoires quant à la relation entre éducation et orientation participation. L'une suppose que ce sont les plus favorisés qui souhaitent plus de participation, l'autre postule que sont au contraire les publics plus fragilisés qui sont demandeurs. Ce chapitre devrait donc tenter d'esquisser une réponse à cette question.

En ce qui concerne le soutien à un modèle déléгатif insistant sur l'importance accordée au fait que des élites prennent des décisions, qu'elles soient élues, expertes ou issues du monde des affaires, la littérature fournit un moins grand nombre d'hypothèses. Pour Hibbing et Theiss-Morse (2002), la volonté de participation ne provient que des catégories sociales les plus avantagées. Selon eux, la majorité de la population est peu intéressée par la politique, et n'a pas envie de prendre plus activement part dans les processus politiques. Ils préfèrent dès lors déléguer ce pouvoir. Nous pouvons ainsi proposer l'hypothèse selon laquelle ce sont les personnes les moins intéressées par la politique, les moins confiantes dans leurs capacités personnelles à intervenir dans le champ politique, et les plus confiantes dans les élites en place, qui soutiennent l'orientation déléгатive.

### 13.4.3 Variables

Afin de mettre en évidence les variables expliquant le soutien à ces deux grandes orientations démocratiques, nous avons mené des analyses multivariées, sous forme de deux régressions linéaires. La première régression, visant à expliquer le soutien à l'orientation participative, utilise comme variable dépendante le score obtenu sur la première dimension de l'analyse en composantes principales. La deuxième régression linéaire, visant à expliquer le soutien à l'orientation déléгатive, utilise comme variable dépendante le score obtenu sur la deuxième dimension de l'analyse factorielle en composantes principales. Les variables indépendantes, quant à elles, sont regroupées en deux grands groupes.

Premièrement, les variables sociodémographiques classiques sont intégrées dans notre analyse multivariée : âge, genre et niveau d'éducation. Nous avons divisé ce dernier en quatre catégories (aucun ou primaire, secondaire inférieur, secondaire supérieur, universitaire/supérieur). Nous avons également intégré les régions (Flandre et Wallonie) ce qui, dans le contexte de cet ouvrage sur les élections belges, devrait permettre d'analyser s'il existe des cultures politiques différentes au Nord et au Sud du pays. Certaines enquêtes ont déjà démontré que la Wallonie était animée d'une culture plus participative que la Flandre (Abts, Swyngedouw, Jacobs, 2012).

Deuxièmement, en ce qui concerne les attitudes politiques intermédiaires, il convient de prendre en compte quatre variables : la confiance politique, l'intérêt politique, le sentiment de compétence subjective (également qualifié de sentiment d'efficacité politique interne) et le sentiment d'efficacité politique externe. Le niveau de confiance politique est mesuré au travers du score de la seule dimension qui ressort d'une analyse en composante principale des réponses à la question « pourriez-vous, sur une échelle allant de 0 à 10, évaluer votre confiance personnelle dans les institutions que je vais vous citer ? 0 signifie que vous n'avez pas du tout confiance dans cette institution, et 10 signifie que vous avez totalement confiance dans cette institution » et ce pour les partis politiques, les hommes et femmes politiques, le gouvernement fédéral et national, le gouvernement fédéral et régional (alpha de Cronbach = 0.917). L'intérêt politique est, quant à lui, mesuré à partir d'une échelle allant de 0 à 10 proposée aux répondants où 10 marque un très grand intérêt politique.

Le sentiment de compétence subjective est obtenu par le score à la première dimension de l'analyse des correspondances principales des quatre échelles liées aux propositions suivantes : « Je m'estime compétent pour participer à la vie politique » ; « Je pense que je ferais un aussi bon travail que la plupart des politiciens que nous élisons » ; « Je pense que je suis mieux informé sur la vie politique et le gouvernement que la plupart des autres personnes » ; « J'estime que je comprends assez bien les problèmes importants auxquels est confrontée notre société ». Le pourcentage de la variance expliqué par la dimension est de 50.820 (alpha de Cronbach = 0.676). Ceci permet d'analyser si le fait de se considérer compétent pour agir dans le champ politique, d'en comprendre les enjeux, a une influence sur le modèle démocratique souhaité.

Pour le sentiment d'efficacité politique externe, nous utilisons le score de la première dimension de l'analyse des correspondances principales aux trois échelles liées aux propositions suivantes : « Un citoyen moyen a une vraie influence sur la politique et sur l'action des autorités » ; « Avant les élections, les partis promettent tant et plus, mais, finalement, très peu de promesses se concrétisent » ; « Aller voter n'a aucun sens, les partis font de toute façon ce qu'ils veulent ». Le pourcentage de la variance expliqué par la dimension est de 55,120 (alpha de Cronbach = 0,575). Ceci permet d'analyser si le soutien à une dimension démocratique est lié à l'évaluation que font les citoyens de leur influence dans le système politique représentatif.

#### 13.4.4 Résultats

Qui soutient une démocratie plus participative ? Notre analyse multivariée, dont les résultats sont présentés au Tableau 13.4, montre que les hommes sont moins enclins à soutenir ce type de modèle. Les Flamands présentent également légèrement moins de probabilités de suivre ce type d'orientation, ce qui

**Tableau 13.4** Régression linéaire visant à prédire l'orientation démocratique participative

	B	(E.S.)	
(Constante)	0.082	(0,086)	
Age	-0.001	(0,001)	
Genre (Homme =1)	0.095	(0,044)	*
Region (Flandre =1)	-0.389	(0,042)	***
Eduacation (ref= supérieur)			
Aucun ou primaire	0.446	(0,073)	***
Secondaire inférieur	0.391	(0,066)	***
Secondaire supérieur	0.341	(0,053)	***
Intérêt politique	-0.009	(0,009)	
Compétence subjective	0.019	(0,025)	
Sentiment d'efficacité	-0.214	(0,024)	***
Confiance politique	-0.063	(0,024)	**

a. Variable dépendante : orientation participative

R = 0,418

R<sup>2</sup> = 0,174

Niveau de significativité : \*\*\* = < 0.001, \*\* = < 0.01, \* = < 0.05

corrobore les études précédentes sur les cultures différentes au Nord et au Sud du pays (Abts *et al.*, 2012). En comparaison avec les personnes qui ont obtenu un diplôme d'études supérieures, les personnes disposant tout au plus d'un diplôme de l'enseignement secondaire ont une propension plus importante à soutenir une orientation participative. Le niveau d'éducation semble donc ici être négativement corrélé au soutien à une démocratie directe ou délibérative.

En ce qui concerne les variables d'attitudes politiques, le sentiment d'efficacité politique externe est négativement corrélé au soutien à cette orientation. Plus une personne soutient que le modèle représentatif actuel accorde peu d'influence au citoyen ordinaire, plus elle aura tendance à soutenir l'idée selon laquelle le fait de recourir à la participation de la population afin de régler certains problèmes, est positif. De façon moins marquée, les personnes qui témoignent de peu de confiance envers les acteurs politiques actuels auront tendance à soutenir une orientation plus participative.

Ces résultats se rapprochent de la deuxième hypothèse. Ce sont les catégories sociales les plus critiques quant à l'efficacité du gouvernement représentatif à traduire les opinions de la population, qui soutiennent une démocratie plus participative. Il faut toutefois être prudent quant à la généralisation de ces résultats. L'orientation démocratique mesure ici le soutien, dans un questionnaire, à un recours plus important au citoyen. Mais ceci n'implique pas que ces personnes, si elles étaient confrontées à l'opportunité concrète de prendre part à un vote, ou à une discussion liée à un domaine d'action publique, seraient effectivement enclins à saisir cette opportunité.

La seconde analyse (Tableau 13.5) rend compte du soutien au modèle délégatif. Ici, l'âge semble avoir un effet positif au soutien à cette orientation. Ceci corrobore les résultats d'Inglehart (1997) sur le rapport que les jeunes générations entretiennent avec la délégation de pouvoir, et sur le fait qu'elles sont moins enclines à le déléguer. En outre, tout comme pour l'orientation participative, l'orientation délégative est davantage soutenue par les personnes avec un niveau d'éducation peu élevé (aucun, primaire, secondaire inférieur) que par les personnes ayant un diplôme de l'enseignement supérieur.

**Tableau 13.5** Régression linéaire visant à prédire l'orientation démocratique délégative

	B	(E. S.)	
(Constante)	-0.740	(0,089)	***
Age	0.011	(0,001)	***
Genre (Homme =1)	0.067	(0,046)	
Region (Flandre =1)	0.352	(0,044)	***
Education (ref= supérieur)			
Aucun ou primaire	0.247	(0,076)	***
Secondaire inférieur	0.183	(0,069)	**
Secondaire supérieur	0.100	(0,055)	**
Intérêt politique	-0.024	(0,010)	*
Compétence subjective	0.046	(0,026)	
Sentiment d'efficacité	-0.148	(0,025)	***
Confiance politique	0.154	(0,025)	***

a. Variable dépendante : orientation délégative

R = 0.345

R<sup>2</sup> = 0.119

Niveau de significativité : \*\*\* = < 0.001. \*\* = < 0.01, \* = < 0.05

En ce qui concerne les variables politiques, l'intérêt politique et le sentiment d'efficacité politique externe sont corrélés négativement. Cela signifie que les personnes qui croient peu en la capacité du système électoral actuel de traduire les souhaits des citoyens, se portent également vers un modèle déléгатif. Du point de vue de l'intérêt politique, les résultats de l'enquête portent donc à croire que, plus une personne est intéressée par la politique, moins elle considèrera qu'il faut déléguer les décisions politiques à un groupe indépendant. Enfin, le sentiment de confiance envers la politique et ses acteurs principaux est positivement corrélé avec le soutien à ce modèle démocratique, ce qui n'est guère surprenant puisque ce sont notamment ces acteurs politiques qui sont appelés à jouer le rôle principal dans une approche déléгатive de la démocratie.

## 13.5 Des préférences complexes

La lecture conjointe des deux tableaux de synthèse de nos analyses indique qu'il convient de développer une vue multidimensionnelle du soutien à la démocratie. D'une part, les catégories sociales possédant un niveau d'éducation peu élevé soutiennent tant l'orientation participative que l'orientation délégitimée. La corrélation est également positive en ce qui concerne le sentiment d'efficacité externe. Il semble que les catégories sociales les moins favorisées, ayant peu confiance dans l'efficacité du système actuel, sont demandeuses d'un changement de modèle démocratique, peu importe sa forme. Ceci rejoint l'hypothèse de Webb (2013) selon laquelle le soutien à ce type de question tient plus d'un rejet – qu'il qualifie de populiste – de la situation actuelle, que d'un désir précis de mise en place d'un autre modèle politique. Selon l'auteur, le soutien pour un modèle plus participatif est en effet lié à un sentiment de frustration et d'incompréhension par rapport aux modes de fonctionnement des démocraties contemporaines, et moins à une réelle envie de prendre part aux discussions et aux processus précédant les choix politiques.

À l'inverse, les personnes qui ont un niveau d'étude plus élevé semblent donc adopter un point de vue moins tranché sur ces questions. Notre recherche permet néanmoins d'analyser les différences entre ces deux tendances. Le modèle délégitimé est tendanciellement soutenu par des personnes qui sont plus confiantes dans les acteurs politiques traditionnels, à l'inverse du souhait de la première orientation. Ceci n'a en soi rien de surprenant, mais ce qui ressort plus fondamentalement de cette recherche est l'absence d'un consensus autour de l'idée d'une réforme profonde du système démocratique, alors qu'une telle réforme est pourtant régulièrement demandée au vu de l'insatisfaction et du faible niveau de confiance dans le régime et dans ses acteurs.